

Dossier : criminalité et délinquance en col blanc

1 Introduction : notion de « col blanc »

Le terme « criminalité en col blanc » a été proposé en 1939 par le criminologue américain **Edwin Sutherland** pour désigner des *infractions commises par une personne « respectable », de statut social élevé, dans le cadre de son activité professionnelle*. Il voulait montrer que la criminalité ne se limite pas aux classes populaires. Dans un article publié en 1940, Sutherland souligne que ces infractions n'ont rien à voir avec la pauvreté et qu'elles coûtent souvent beaucoup plus cher à la société que les cambriolages ou vols ordinaires ¹ ².

Aujourd'hui, la notion s'est élargie : elle désigne une **famille d'infractions non violentes commises pour un gain économique** par des personnes physiques ou morales jouissant souvent d'une position privilégiée (dirigeants, cadres, professions libérales, élus) ou par leurs organisations. Ces comportements peuvent être individuels (délits d'initiés, abus de confiance) ou organisationnels (tricherie industrielle, fraude fiscale, manipulation de marché). Ils relèvent du **droit pénal des affaires**, du droit financier ou fiscal et du droit de l'environnement, et incluent aussi la délinquance numérique et la corruption publique.

2 Typologie des crimes et délits en col blanc

2.1 Fraudes et détournements d'actifs

- **Détournement d'actifs (asset misappropriation)** : vol de trésorerie ou de biens, fausses factures, notes de frais gonflées. Selon le rapport 2024 de l'Association of Certified Fraud Examiners (ACFE), ce type de fraude représente **89 % des cas** mais entraîne la plus faible perte médiane (120 000 USD) ³.
- **Fraude financière et falsification comptable** : manipulation ou omission volontaire d'informations dans les états financiers pour tromper les investisseurs et les autorités. Ces fraudes sont moins fréquentes mais causent les pertes médianes les plus élevées ³ (affaire Enron en 2001, Wirecard en 2020).
- **Ponzi schemes et systèmes pyramidaux** : promesses de rendements irréalistes financées par l'arrivée de nouveaux investisseurs. Le cas emblématique est l'escroquerie de Bernard Madoff (2008), qui a détourné près de 65 milliards de dollars ⁴.
- **Tromperie industrielle** : dissimulation de risques ou de défauts de produits. L'affaire *Dieselgate* (Volkswagen) a révélé un trucage généralisé des tests d'émissions ; la société a payé plus de 25 milliards de dollars de sanctions aux États-Unis, mais peu en Europe ⁵.

2.2 Corruption et trafic d'influence

- **Corruption publique ou privée** : versement ou réception d'avantages induits pour influencer une décision. Le rapport 2024 de l'Office du procureur européen (EPPO) note que les investigations pour corruption représentent 3 % de ses dossiers, avec **131 enquêtes**, principalement en Italie, Bulgarie, Croatie et Roumanie ⁶. Les schémas les plus courants sont le paiement de pots-de-vin pour décrocher des fonds européens ou pour gonfler artificiellement les coûts ⁷.

- **Trafic d'influence et « Qatargate »** : en 2022, un réseau de députés européens a été soupçonné d'avoir reçu des financements du Qatar et du Maroc pour influencer les décisions du Parlement. L'enquête de la justice belge se poursuit en 2025 et a mené à des interpellations d'élus (ex-vice-présidente Eva Kaili) et à des perquisitions au Parlement.

2.3 Délits d'initiés et manipulations de marché

Les délits d'initiés consistent à utiliser des informations privilégiées pour réaliser des transactions boursières. Des cas célèbres concernent Ivan Boesky (années 1980) et Jérôme Kerviel (Société Générale). Les manipulations de marché (faux ordres, diffusion de fausses informations) constituent aussi des infractions en col blanc.

2.4 Évasion fiscale et blanchiment d'argent

- **Évasion et fraude fiscales** : dissimulation de revenus, sociétés écrans. Les révélations des *Panama Papers* (2016) ont montré l'utilisation massive de structures offshore. Selon l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), les gouvernements ont récupéré **1,3 milliard USD** de recettes après ces enquêtes ; la Belgique a récupéré environ **42 millions USD** (plus du double par rapport à 2019) et la France plus de **208 millions USD** ⁸ .
- **Blanchiment de capitaux** : insertion de fonds illicites dans le circuit légal. L'UE a adopté la **sixième directive anti-blanchiment (6AMLD)** en mai 2024 ; elle recense 22 infractions sous-jacentes (financement du terrorisme, trafic de drogues, corruption, cybercriminalité, crimes environnementaux...) et renforce la responsabilité pénale des personnes morales ⁹ . Les États membres doivent créer des registres de bénéficiaires effectifs et unifier la définition du blanchiment ; les peines minimales passent de un à **quatre ans** de prison et des amendes ou exclusions de marchés publics peuvent être prononcées ¹⁰ .

2.5 Crimes environnementaux et sanitaires

Outre le Dieselgate, certains scandales touchent le secteur pharmaceutique (falsification de médicaments, essais truqués), l'agrochimie (usage illicite de pesticides) ou l'industrie minière. Dans l'UE, les secteurs identifiés comme les plus exposés à la corruption sont la **santé, la finance, les marchés publics, la défense et sécurité, la construction et les sports** ¹¹ .

2.6 Criminalité numérique et cyberfraude

La numérisation ouvre un terrain fertile : hameçonnage, rançongiciels (ransomware), usurpation d'identité, fraude aux faux virements (faux présidents). Les coûts explosent : une étude McAfee/CSIS estimait dès 2020 le coût de la cybercriminalité (virus et vols de données) à **plus de 1 000 milliards USD par an** (soit environ 1 % du PIB mondial), contre 445 milliards en 2015 ¹² . Les entreprises subissent en moyenne **18 heures d'arrêt** après un incident et les coûts cachés (atteinte à la réputation, baisse de productivité) sont considérables ¹³ .

3 Facteurs explicatifs et profils des auteurs

3.1 La triade « pression – opportunité – rationalisation »

Les criminologues expliquent la fraude par trois composantes :

1. **Pression ou motivation** : objectifs financiers irréalistes, dettes personnelles, nécessité de conserver son statut ou d'augmenter la valeur boursière de l'entreprise.

2. **Opportunité** : faiblesse des contrôles internes, complexité des transactions financières, accès privilégié à des informations ou à des fonds.
3. **Rationalisation** : les auteurs se persuadent que leur acte est justifié ou qu'il n'y a pas de victimes. Sykes et Matza ont identifié plusieurs techniques de neutralisation : **déni de responsabilité, déni du tort, déni de la victime, condamnation des accusateurs et appel à des obligations supérieures** ¹⁴ .

3.2 Culture organisationnelle et labelling

Une culture d'entreprise axée sur le profit à court terme peut encourager des pratiques illégales. Certaines organisations développent des *sub-cultures* où les pots-de-vin sont « normaux », notamment pour obtenir des marchés publics ¹⁵ . La sociologie du droit distingue **crime organisationnel** (infraction commise au bénéfice de l'entreprise) et **crime occupationnel** (avantage personnel d'un individu) ¹⁶ . Des formes hybrides apparaissent lorsque des dirigeants s'octroient collectivement des avantages sur le dos de l'entreprise ¹⁷ .

Par ailleurs, les statistiques officielles reflètent mal la criminalité en col blanc : les classes supérieures sont moins surveillées et disposent de moyens pour éviter les poursuites ¹⁸ . Les élites ont aussi la capacité de définir les normes et de les détourner à leur profit ¹⁹ .

3.3 Signaux d'alerte et caractéristiques des fraudeurs

Selon le rapport ACFE 2024, **87 % des fraudeurs n'avaient jamais été condamnés** et un signe comportemental au moins a été observé dans chaque cas : train de vie au-dessus des moyens, difficultés financières, proximité inhabituelle avec un fournisseur, réticence à partager les tâches, problèmes familiaux ou addiction ²⁰ . Les fraudeurs sont majoritairement des employés (37 %), mais les cadres et dirigeants causent des pertes bien plus élevées (médians : 459 000 USD) ²¹ . La durée médiane d'un schéma frauduleux est **12 mois** ²² .

4 Coût économique et impact sociétal

- **Fraude et détournements** : l'ACFE estime qu'une organisation « typique » perd **5 % de son chiffre d'affaires** chaque année à cause de la fraude. Dans l'étude 2024, 22 % des cas impliquaient des pertes supérieures à **1 million USD**, la perte médiane étant de **145 000 USD** ²² . Les pertes identifiées dépassaient **3,1 milliards USD** ²² . Pour les entreprises, ces montants sont supérieurs aux coûts cumulés des cambriolages et vols classiques ² .
- **Criminalité économique et cybercriminalité** : Interpol rappelle que la criminalité financière inclut le vol, la fraude, l'extorsion, la corruption et le blanchiment. Ces crimes sont souvent liés à des réseaux transnationaux et parfois au terrorisme ²³ . Le coût de la cybercriminalité est estimé à plus de **1 000 milliards USD par an** et continue de croître ¹² .
- **Corruption en Europe** : une étude de la Commission européenne évalue le coût de la corruption jusqu'à **990 milliards d'euros** par an dans l'UE ²⁴ . Deux tiers des citoyens et des entreprises estiment que la corruption est répandue dans leur pays ²⁵ .
- **Fraudes aux finances publiques** : le rapport 2023 de l'EPPO évoque **4 187 signalements** d'infractions (+26 % par rapport à 2022) et **1 371 enquêtes** (+58 %) pour un préjudice estimé à **19,2 milliards d'euros**, dont **59 % liés à la fraude à la TVA** ²⁶ . Des avoirs d'une valeur de **1,5 milliard d'euros** ont été saisis ²⁶ . L'EPPO souligne que les groupes criminels considèrent la fraude à la TVA comme à faible risque et qu'il y a peu de victimes visibles pour alerter les autorités ²⁷ .

5 Affaires emblématiques

Affaire	Année	Nature et enseignement (sources)
Enron (États-Unis)	2001	Faillite d'Enron suite à une comptabilité falsifiée. Les dirigeants ont dissimulé des dettes colossales via des sociétés partenaires, entraînant l'effondrement de l'entreprise et de son auditeur Arthur Andersen. L'affaire a conduit à l'adoption du Sarbanes-Oxley Act (2002) renforçant les obligations d'audit ⁴ .
Fraude de Bernard Madoff	2008	Système de Ponzi ayant détourné près de 65 milliards USD ⁴ . Les investisseurs, souvent fortunés, ont perdu leurs économies. Madoff a été condamné à 150 ans de prison.
Theranos	2018	Start-up de biotechnologie qui promettait des analyses sanguines révolutionnaires. Les tests ne fonctionnaient pas ; la fondatrice Elizabeth Holmes a été condamnée pour fraude ⁴ .
Dieselgate – Volkswagen	2015	Logiciels truquant les tests d'émissions sur plus de 11 millions de véhicules. VW a payé environ 25 milliards USD en sanctions aux États-Unis et très peu en Europe, illustrant l'inégalité des sanctions ⁵ .
Panama Papers & Paradise Papers	2016 et 2017	Fuites massives de documents montrant l'utilisation de sociétés offshore. Les enquêtes ont conduit à la récupération d'au moins 1,3 milliard USD de recettes fiscales ; la Belgique, les Pays-Bas et la France ont récupéré des dizaines de millions ⁸ .
Wirecard (Allemagne)	2020	Entreprise de paiements accusée de falsifier ses comptes (2 milliards d'euros manquants). Le PDG a été arrêté ; le scandale a révélé les failles de la supervision financière allemande.
Qatargate (Parlement européen)	2022	Scandale de corruption impliquant des députés européens soupçonnés d'avoir reçu de l'argent du Qatar et du Maroc pour influencer des décisions. L'enquête belge est en cours et montre les risques de conflits d'intérêts au sein des institutions européennes.
Areva – SOTEC (France)	2024	Deux conventions judiciaires d'intérêt public (CJIP) conclues avec le Parquet national financier : 520 000 € d'amende pour SOTEC et une CJIP avec Areva SA pour corruption d'agents publics étrangers ²⁸ .

Ces affaires montrent que la criminalité en col blanc touche tous les secteurs et qu'elle bénéficie souvent de la complexité des structures juridiques et financières.

6 Criminalité en col blanc en Belgique et en Europe

6.1 Belgique

La Belgique n'échappe pas au phénomène, comme l'attestent les affaires du **trafic d'influence au Parlement européen** (Qatargate), les enquêtes sur l'évasion fiscale révélées par les Panama Papers et le rôle de certaines banques belges dans des opérations de blanchiment. Les statistiques nationales

dissocient rarement les infractions économiques des autres délits, et les rapports de l'Observatoire de la criminalité de Bruxelles (safe.brussels) ne fournissent pas de chiffres détaillés par type d'infraction à col blanc. Toutefois, la jurisprudence montre une augmentation des **abus de biens sociaux** et des **escroqueries en ligne**. Le nouveau **Code pénal** belge de 2024 (en cours de mise en œuvre) renforce les sanctions en matière de fraude fiscale, de corruption et de blanchiment, et élargit la confiscation des profits illicites ²⁹.

6.2 France et UE

En France, l'Agence française anticorruption (AFA) a été réorganisée en 2024 ; elle dispose désormais de deux sous-directions et d'un **observatoire de la corruption** destiné à analyser et diffuser des données ³⁰. L'AFA a ouvert **37 contrôles** en 2023 (22 entreprises et 15 organismes publics) et a conclu **six CJIP**, dont cinq pour corruption ³¹. Les signalements externes ont augmenté de **40 %**, traduisant une prise de conscience croissante ³².

L'EPPO, entré en fonction en 2021, coordonne les enquêtes sur les fraudes transnationales aux finances de l'UE. En 2023, il a lancé 1 371 enquêtes pour un préjudice estimé à **19,2 milliards d'euros**, majoritairement lié à la fraude à la TVA ²⁶. L'office rappelle que les réseaux criminels considèrent ces fraudes comme une activité « à bas risque » et qu'il faut donc renforcer les sanctions et les ressources ²⁷.

À l'échelle européenne, la 6AMLD (2024) impose une harmonisation des législations contre le blanchiment et la criminalité financière et renforce la coopération entre autorités judiciaires ³³. L'UE a également proposé une directive anti-corruption (2023) visant à unifier les définitions des délits de corruption et à adopter des normes minimales de sanctions. Enfin, la **directive sur la protection des lanceurs d'alerte** (2019/1937) oblige les entreprises de plus de 50 salariés à mettre en place des canaux de signalement internes.

7 Détection et prévention

7.1 Méthodes de détection

Le rapport ACFE 2024 montre que la **source principale de détection est la dénonciation (43 % des cas)** ³⁴. Les entreprises qui disposent d'une hotline anonyme enregistrent des pertes 50 % plus faibles que celles qui n'en ont pas ³⁵. Les autres modes de détection sont :

- **Audits internes** (14 %) et **contrôles de gestion** ;
- **Examens de documents, réconciliation des comptes, surveillance et contrôle automatisé des transactions** ³⁶ ;
- **Audits externes** (3 %) et **contrôles fiscaux** ;
- **Signalements par les autorités répressives** (2 %).

Les **signes précurseurs** identifiés incluent un mode de vie dispendieux, des difficultés financières, une relation trop étroite avec un fournisseur ou un client, une réticence à partager les tâches ou des problèmes personnels ²⁰.

7.2 Mesures de prévention et de lutte

1. **Gouvernance éthique** : adopter un code de conduite, promouvoir une culture d'intégrité et un leadership exemplaire. La transparence et l'obligation de rendre des comptes réduisent la tolérance aux comportements délictueux.

2. **Dispositifs de contrôle interne** : séparation des tâches, validation double, rotation des postes, audit interne régulier. Les programmes de conformité (compliance) doivent être soutenus par la direction et adaptés aux risques.
3. **Canaux de signalement** : mettre en place des mécanismes d'alerte sécurisés et protéger les lanceurs d'alerte, comme l'impose la directive européenne de 2019.
4. **Surveillance et analyse de données** : recourir à l'analyse prédictive, à l'intelligence artificielle et au monitoring des transactions pour détecter des anomalies (fraude comptable, blanchiment, cyberattaques).
5. **Coopération internationale** : renforcer l'entraide entre autorités judiciaires, notamment via l'EPPO, Eurojust et Europol. La lutte contre la fraude à la TVA et le blanchiment exige un partage rapide des informations et une harmonisation des sanctions.
6. **Formation et sensibilisation** : former les employés aux risques de fraude et de corruption, sensibiliser aux politiques d'éthique et aux obligations légales.
7. **Sanctions dissuasives** : appliquer des peines proportionnées et visibles. La 6AMLD prévoit une peine minimale de **4 ans** pour le blanchiment et autorise les juges à prononcer des amendes et à exclure les entités des financements publics ¹⁰.

8 Conclusion : enjeux et perspectives

La criminalité et la délinquance en col blanc représentent un défi majeur pour les démocraties et l'économie. Elles détruisent la confiance dans les institutions, aggravent les inégalités et détournent des ressources publiques et privées considérables. Les scandales récents (Panama Papers, Qatargate, Dieseltgate) révèlent l'ampleur des pratiques frauduleuses et la difficulté à poursuivre les auteurs lorsqu'ils appartiennent à des élites économiques ou politiques.

Les statistiques montrent des coûts astronomiques : **5 % du chiffre d'affaires** des organisations envolé chaque année en fraudes ²², **19 milliards d'euros de pertes** pour l'UE en 2023 ²⁶, **près de 1 000 milliards d'euros** perdus chaque année en corruption ²⁴ et **plus d'un billion de dollars** pour la cybercriminalité ¹². Pourtant, une grande partie de ces crimes reste cachée et impunie.

Les réformes récentes (création de l'EPPO, directives anti-blanchiment et anti-corruption, CJIP en France, nouveau code pénal belge) témoignent d'une volonté de renforcer les moyens de prévention, de détection et de sanction. Pour être efficaces, ces efforts doivent s'accompagner d'un changement de culture : responsabilisation des dirigeants, tolérance zéro envers les irrégularités, transparence et protection des lanceurs d'alerte. Dans une économie toujours plus numérisée et mondialisée, la lutte contre la criminalité en col blanc doit être une priorité pour préserver l'équité sociale et la confiance du public.

¹ ² Le problème de la criminalité en col blanc

<https://journals.openedition.org/champpenal/8534>

³ ²⁰ ²² ³⁴ ³⁵ ³⁶ 2024-ACFE-Occupational-Fraud-Report.pdf

<https://www.anchin.com/wp-content/uploads/2024/08/2024-ACFE-Occupational-Fraud-Report.pdf>

⁴ Types de crimes aux États-Unis: Statistiques, Définitions | StudySmarter

<https://www.studysmarter.fr/resumes/droit/systeme-juridique-americain/types-de-crimes-aux-etats-unis/>

⁵ How VW Paid \$25 Billion for Dieseltgate — And Got Off Easy — ProPublica

<https://www.propublica.org/article/how-vw-paid-25-billion-for-dieseltgate-and-got-off-easy>

6 7 11 28 30 31 32 **2024 in Review: Key Anticorruption Developments in the EU and France, with insights for 2025 | White Collar Law and Investigations | Foley Hoag LLP**

<https://foleyhoag.com/news-and-insights/blogs/white-collar-law-and-investigations/2025/january/2024-in-review-key-anticorruption-developments-in-the-eu-and-france-with-insights-for-2025/>

8 **Tax evasion & ICIJ reporting: governments recoup millions**

<https://www.icij.org/investigations/panama-papers/hundreds-of-millions-more-dollars-recouped-by-governments-after-icij-investigations/>

9 10 33 **6th Money Laundering Directive: Key Changes & Compliance**

<https://www.moody's.com/web/en/us/kyc/resources/insights/understanding-the-6th-anti-money-laundering-directive-6aml-d-key-changes-and-compliance.html>

12 13 **Cybercriminalité : la facture ne cesse de s'alourdir - Mag des compétences - Comundi**

<https://www.comundi.fr/mag-des-competences/cybercriminalite-facture-ne-cesse-salourdir/>

14 18 **Comment la criminologie peut-elle nous aider à comprendre la criminalité en col blanc ?**

<https://pideeco.be/fr/articles/criminalite-en-col-blanc-criminologie/>

15 16 17 **Pour une approche sociologique de la délinquance en col blanc**

<https://journals.openedition.org/champpenal/8582>

19 **Corruption et délinquance en col blanc : ces élites criminelles | Le Quotidien**

<https://lequotidien.lu/a-la-une/corruption-et-delinquance-en-col-blanc-ces-elites-criminelles/>

21 **40+ white-collar crime statistics for 2025 | Embroker**

<https://www.embroker.com/blog/white-collar-crime-statistics/>

23 **Criminalité financière**

<https://www.interpol.int/fr/Infractions/Criminalite-financiere>

24 25 **High-risk areas of corruption in the EU - Publications Office of the EU**

<https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/5c0730b2-9769-11ef-a130-01aa75ed71a1/language-en>

26 27 **EPPO_Annual_Report_2023_PDF_FR_0.pdf**

https://www.eppo.europa.eu/sites/default/files/2024-06/EPPO_Annual_Report_2023_PDF_FR_0.pdf

29 **La Criminalité en Col Blanc – Legis**

<https://www.legis.be/publications/la-criminalite-en-col-blanc/>